

ÉLECTIONS
SÉNATORIALES
**27 SEPTEMBRE
2026**

HAUTE-GARONNE

VOTEZ POUR LA LISTE
**HAUTE-GARONNE
SOCIALE,
ÉCOLOGIQUE
ET CITOYENNE**

- > DÉFENDRE LES COMMUNES
- > RÉPARER NOS SERVICES PUBLICS

Liste conduite par

MARC PÉRÉ

Maire divers gauche de L'Union,
conseiller départemental de la Haute-Garonne



GÉNÉRATION·S

Membres du





LIVRES
IDÉES

UNE ÉQUIPE PLURALISTE, ANCRÉE À GAUCHE



**2. Floriane
MONTANT**

Conseillère municipale
de Plaisance-du-Touch,
déléguée à la
Prévention



1. Marc PÉRÉ
Maire de L'Union,
Conseiller
départemental



**7. Pascal
BARBIER**

Président de la
Communauté
d'agglomération Le
Grand Ouest Toulousain



**3. Thomas
KARMAN**

Conseiller municipal de
Cugnaux et Conseiller
de Toulouse Métropole
de 2020 à 2026



**4. Sophie
TOUZET**

Conseillère municipale
de Muret, Conseillère
départementale



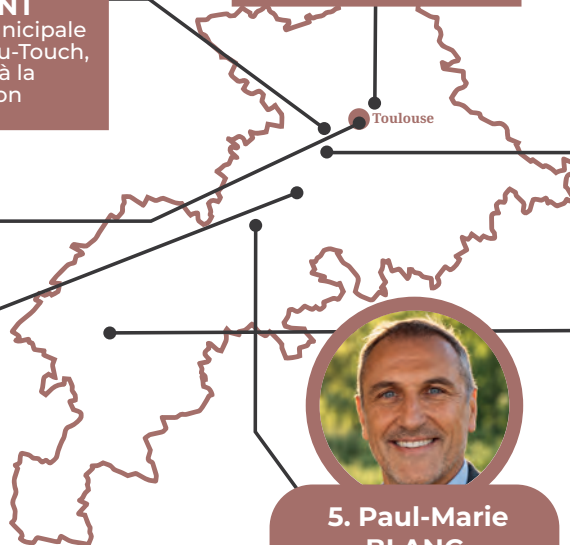
**5. Paul-Marie
BLANC**

Maire de Bérat,
Vice-président de la
Communauté de
communes Cœur de
Garonne



**6. Annabelle
FAUVERNIER**

Conseillère municipale
de Saint-Gaudens et
élue à la Communauté
de communes Cœur et
Coteaux du Comminges
de 2020 à 2026



Notre liste rassemble des élus locaux divers gauche, écologistes, insoumis ou issus du mouvement Génération-s, ainsi que des citoyens engagés.

Voter pour la liste conduite par Marc Péré, c'est renforcer la gauche et les écologistes au Sénat pour mieux défendre les communes, les services publics et les habitants de la Haute-Garonne.



ÉDITO

Madame, Monsieur, chères et chers collègues,

Maire divers gauche de L'Union et conseiller départemental de la Haute-Garonne, je mesure chaque jour combien nos communes sont devenues le premier recours de nos concitoyennes et concitoyens. École, santé, sécurité, solidarités, écologie : à mesure que les services publics reculent, les communes doivent assumer davantage de responsabilités avec des moyens qui, eux, ne suivent pas.

Ce désengagement de l'État n'est pas une fatalité. Il est le résultat de choix politiques. Nous voulons en faire d'autres : redonner des moyens aux collectivités, réparer les services publics, mieux protéger les habitants et réaliser la bifurcation écologique. Vous trouverez l'essentiel de nos engagements dans les pages suivantes.

Pour agir, nous faisons le choix du rassemblement. Les groupes parlementaires de gauche votent ensemble l'immense majorité des textes et partagent l'essentiel des combats : services publics, communes, retraites, justice fiscale, salaires, écologie et santé environnementale, lutte contre le racisme et toutes les discriminations, égalité des droits. Notre liste veut faire vivre en Haute-Garonne cet esprit d'unité, qui avait permis une large victoire en Haute-Garonne sous la bannière du Nouveau Front populaire aux législatives de 2024.

Nous sommes les seuls à incarner clairement le changement avec des forces restées fidèles à leurs engagements, pour redonner aux habitants des raisons d'espérer et la conviction que la politique peut améliorer concrètement leur vie.

MARC PÉRÉ

MARC PÉRÉ EN BREF

- Ingénieur de formation, ancien directeur général du pôle de compétitivité mondial Aerospace Valley (aéronautique et spatial).
- Maire divers gauche de L'Union depuis 2014.
- Ancien vice-président de Toulouse Métropole.
- Conseiller départemental de la Haute-Garonne.

POUR UN MANDAT SÉNATORIAL DÉMOCRATIQUE ET PROCHE DES ÉLUS

Être sénateur, c'est faire le lien entre les collectivités et la fabrique de la loi. Nous voulons favoriser les échanges entre élus et parlementaires tout au long du mandat.

Nos engagements :

- Chaque mois, un webinaire ouvert aux élus sur l'actualité parlementaire et les enjeux locaux.
- Chaque trimestre, un compte-rendu de nos votes et interventions au Sénat.
- Chaque semestre, une rencontre avec les élus de la Haute-Garonne autour des grands enjeux du département et de la Nation.

“

**Un programme
qui fait la
différence :
10 engagements**

Notre programme se situe dans la continuité de celui du Nouveau Front populaire. Vous trouverez des pages 4 à 11 nos dix principaux engagements.

REDONNER AUX COMMUNES LES MOYENS D'AGIR

« Face à l'érosion des dotations et à la hausse des charges, l'État doit rendre aux communes les moyens de remplir leurs missions et d'investir. »

1

REHAUSSER LA DGF ET L'INDEXER SUR L'INFLATION

Pour mettre fin à l'érosion silencieuse des moyens des communes, nous défendrons le rétablissement de la Dotation globale de fonctionnement à son niveau de 2014, puis son indexation automatique sur l'inflation.

Des marges de manœuvre seront ainsi retrouvées pour les services municipaux et l'investissement local.



depuis 2014

-30%

**de DGF
en Haute-Garonne**

2



LANCER UN GRAND PLAN NATIONAL DE RÉNOVATION DES ÉCOLES ET BÂTIMENTS PUBLICS

L'État doit financer massivement la rénovation thermique des écoles, crèches, gymnases, mairies et équipements publics : isolation, protections solaires, végétalisation, rafraîchissement passif et sobriété énergétique.

Des écoles plus fraîches l'été, des agents et enfants mieux protégés, des factures énergétiques réduites.

DROITE ET MACRONISTES : QUAND LES ACTES DÉMENTENT LES PROMESSES



En Haute-Garonne, les listes de droite et macronistes promettent de défendre les communes, tandis qu'au Parlement leurs majorités imposent aux collectivités toujours davantage d'efforts.

CNRACL* : la droite et les macronistes votent la hausse des cotisations des collectivités

La caisse de retraite des agents des collectivités locales va coûter beaucoup plus cher aux employeurs publics : le gouvernement impose 12 points de cotisations supplémentaires en quatre ans. Au Sénat, la droite a voté cette hausse, se contentant d'en étaler l'application.

Budget 2027 : la pression sur les collectivités s'aggrave encore

Le projet de loi de finances pour 2027 prévoit jusqu'à 7 milliards d'euros d'efforts supplémentaires pour les collectivités, avec moins d'aides à l'investissement et un remboursement de la TVA davantage limité. Une nouvelle ponction qui s'ajoute à celles déjà supportées par les budgets locaux.

Au Sénat, nous nous opposerons à ce budget 2027.

*CNRACL : Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales



Le saviez-vous ?

Certaines communes versent davantage d'argent à l'État qu'elles n'en reçoivent.

C'est le cas pour la commune de L'Union : en 2024, elle a acquitté 477 500 € de TVA, pour environ 419 600 € d'aides et de dotations reçues, soit près de 58 000 € de contribution nette au budget de l'État. C'est une situation que connaissent également de nombreuses autres communes.

**Retrouvez la tribune
complète de
Marc Péré,
parue dans *Le Monde* :**



“

Un programme
qui fait la
différence :
10 engagements

GARANTIR L'ACCÈS AUX SOINS ET AUX SERVICES PUBLICS, PARTOUT

« L'égalité républicaine suppose que l'accès aux soins et aux services essentiels ne dépende pas du code postal. »

Mettre fin au recul de l'offre de soins

Population



+13%

En dix ans, la Haute-Garonne a gagné près de 13 % d'habitants tandis que la densité de médecins généralistes a reculé de 8 %.

Médecins



-8%

Maternités



Avec les fermetures annoncées, un quart des maternités du département disparaîtra, réduisant encore l'accès aux soins obstétricaux de proximité.

3



GARANTIR UNE OFFRE DE SOINS DE PROXIMITÉ DANS CHAQUE BASSIN DE VIE

Nous défendons une planification territoriale de l'offre de soins : maintien d'un maillage hospitalier et des maternités, soutien aux centres et maisons de santé, meilleure répartition des professionnels et renforcement de la médecine de proximité. Il faut aussi renforcer l'offre de santé mentale, y compris pour les enfants et les jeunes, particulièrement touchés depuis la crise du Covid.

L'éloignement des soins ne doit jamais devenir la norme.



MAINTENIR LES SERVICES PUBLICS AU PLUS PRÈS DES HABITANTS

Nous défendons un véritable objectif national de proximité pour les services essentiels : écoles, postes, trésoreries, justice, sécurité et transports.

Nous proposerons de donner aux collectivités un véritable pouvoir d'opposition à la fermeture d'un service public essentiel. Aucune décision ne doit être imposée sans tenir compte de l'accès réel des habitants au service.

Vivre dans un territoire rural ou périurbain ne doit pas signifier avoir moins de services publics.

Agriculture

VIVRE DE SON TRAVAIL PRODUIRE MIEUX

On ne peut pas demander aux agricultrices et agriculteurs de produire mieux tout en les condamnant à vivre mal. Nous défendons :

- Des prix planchers couvrant les coûts de production et rémunérant le travail ;
- Des marges mieux encadrées dans l'agroalimentaire et la grande distribution ;
- L'aide à l'installation et la transmission grâce à un meilleur accès au foncier, au crédit et aux aides ;
- Le refus du CETA et de l'accord UE-Mercosur, qui organisent une concurrence déloyale ;
- Des moyens pour réduire les pesticides et adapter les pratiques, sans faire supporter aux agriculteurs le coût de la transition ;
- Encadrer l'agrilvoltaïsme et la méthanisation pour protéger les terres agricoles.



“

Un programme
qui fait la
différence :
10 engagements

FACE AU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE : ANTICIPER, ADAPTER, PROTÉGER

« Les effets du dérèglement climatique frappent déjà nos territoires. Le Sénat doit prendre toute sa part pour aider les collectivités à anticiper les risques, adapter leurs équipements, leurs politiques publiques et mieux protéger les habitants. »

5



DONNER AUX SDIS* LES MOYENS DE FAIRE FACE AUX NOUVEAUX RISQUES

Nous soutiendrons, comme le demandent les syndicats, un plan de recrutement de 21 000 pompiers professionnels supplémentaires au niveau national, ainsi que la modernisation des véhicules et des équipements. Cela suppose une forte augmentation de la contribution de l'État à la hauteur de ces besoins. Nous proposerons également de revoir la répartition des financements entre les départements, afin de mieux tenir compte de leur démographie et de l'activité réelle des secours.

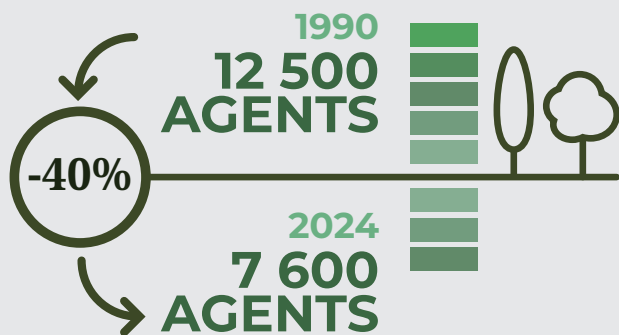
**Service Départemental d'Incendie et de Secours*



Le saviez-vous ?

La part de taxe affectée aux départements pour financer les SDIS est encore répartie selon le **nombre de véhicules immatriculés... en 2003**. Un critère vieux de plus de vingt ans, devenu largement obsolète.

ONF : des effectifs en chute



RENFORCER L'ONF, MÉTÉO-FRANCE ET LA PRÉVENTION DES RISQUES CLIMATIQUES

Nous défendrons la reconstitution des effectifs de terrain de l'ONF et le renforcement des moyens de Météo-France, dont Toulouse constitue l'un des principaux pôles nationaux. Prévenir les incendies, anticiper les événements climatiques extrêmes, adapter les forêts et accompagner les collectivités exige des services publics scientifiques et techniques solides.



PROTÉGER L'EAU ET LA SANTÉ ENVIRONNEMENTALE

Nous porterons un renforcement des moyens consacrés à la protection des captages, à la lutte contre les pollutions de l'eau et à la réduction de l'exposition aux pesticides. Les collectivités doivent être soutenues lorsqu'elles engagent des politiques de prévention et de reconquête de la qualité de l'eau.

Une eau mieux protégée, c'est moins de risques sanitaires et moins de coûts de traitement à long terme.



“

Un programme
qui fait la
différence :
10 engagements

VIVRE, TRAVAILLER ET SE DÉPLACER PARTOUT EN HAUTE-GARONNE

« Pouvoir se déplacer sans subir le prix du carburant, vivre dignement de son salaire ou de sa retraite nécessite de faire contribuer davantage ceux qui en ont les moyens. Réduire la dépendance forcée à la voiture, protéger le pouvoir d'achat et mieux répartir l'effort vont de pair. »

8



FINANCER MASSIVEMENT LES TRANSPORTS COLLECTIFS DANS TOUS LES TERRITOIRES

La distance médiane domicile-travail est passée de 7 km à 9 km en 10 ans ; une personne sur cinq travaille à plus de 20 km de son domicile. Nous défendrons des financements renforcés pour les trains du quotidien, les lignes express, le transport à la demande et les aménagements cyclables, afin que les territoires ruraux et périurbains disposent eux aussi de solutions crédibles sans voiture.

Un même droit à la mobilité, que l'on vive à Toulouse, en périurbain ou dans le rural.

Augmenter le versement mobilité

Le versement mobilité, acquitté par les entreprises d'au moins 11 salariés, finance les transports collectifs. Nous proposerons de relever son plafond **de 2 % à 3,2 %, comme en Île-de-France**, ce qui pourrait rapporter près de **169 M€ supplémentaires par an à Tisséo**. De quoi renforcer l'offre de transports et contribuer au financement d'un véritable Service Express Régional Métropolitain (SERM), avec des trains plus fréquents et mieux coordonnés avec les autres transports collectifs et modes doux.





ABROGER LA RETRAITE À 64 ANS ET REDONNER DU POUVOIR D'ACHAT

Nous défendrons l'abrogation du recul de l'âge légal à 64 ans : une mesure qui pénalise d'abord celles et ceux qui ont une carrière longue et les métiers les plus pénibles. Le pouvoir d'achat se défend aussi sur la feuille de paie et à la caisse : hausse des salaires et des pensions, indexation des salaires sur l'inflation et blocage des prix des biens de première nécessité.

Augmenter le pouvoir d'achat, c'est relancer la consommation et générer des recettes supplémentaires pour l'État.



POUR FINANCER NOS MESURES : FAIRE CONTRIBUER DAVANTAGE LES PLUS FORTUNÉS

Pour financer les services publics et la transition écologique, nous soutiendrons un impôt plancher de 2 % sur les patrimoines des plus grandes fortunes et une contribution accrue des superprofits.

Faire porter l'effort sur ceux qui en ont les moyens plutôt que sur les ménages et les collectivités.

DÉFENDRE LA FILIÈRE SPATIALE TOULOUSAINE

Le CNES et toute la filière spatiale toulousaine constituent un atout stratégique pour la Haute-Garonne et pour notre souveraineté scientifique et industrielle. Nous défendrons leurs missions, leurs emplois et les investissements publics indispensables à leur avenir.



COMPAREZ LES PROGRAMMES

NOS 10 PROPOSITIONS	GAUCHE /NFP	MÉDEVIELLE / DROITE / MACRONISTES	RASSEMBLEMENT NATIONAL
1 Rehausser la DGF et l'indexer sur l'inflation.	✓	✗	—
2 Lancer un grand plan national de rénovation des écoles et bâtiments publics	✓	—	—
3 Garantir une offre de soins de proximité dans chaque bassin de vie	✓	✗	✗
4 Maintenir les services publics au plus près des habitants	✓	✗	—
5 Donner aux SDIS les moyens de faire face aux nouveaux risques	✓	✗	✗
6 Renforcer l'ONF, Météo France et la prévention des risques climatiques	✓	✗	✗
7 Protéger l'eau et la santé environnementale	✓	✗	✗
8 Financer massivement les transports collectifs dans tous les territoires	✓	✗	✗
9 Abroger la retraite à 64 ans et redonner du pouvoir d'achat	✓	✗	✗
10 Pour financer nos mesures : faire contribuer davantage les plus fortunés	✓	✗	✗

NOUS RENCONTRER

Vous souhaitez échanger avec Marc Péré et ses colistières et colistiers ou organiser une rencontre dans votre commune ?



06 76 77 89 05

POUR CONSULTER NOTRE SITE OU PRENDRE RDV :



www.marc-pere.fr



contact@marc-pere.fr

Marc Péré : sur le terrain pour faire bouger les lignes



Opération de levée de barrières au péage de L'Union avec les maires du nord-est toulousain.



Opération contre le parking payant à la clinique de L'Union avec les maires du nord-est toulousain.



Délégation pour le maintien de la maternité à la clinique de L'Union avec des maires du nord-est et la députée.